

Impôt sur le revenu—Loi

Voici un autre passage de l'article en question:

Le bénéfice net de la société devrait diminuer de 30 p. 100 à cause de l'initiative fédérale; aussi, le président de Gulf Canada, M. John L. Stoik, a dit que la compagnie a dû prévoir des dépenses moins importantes, car la société ne pourra faire davantage, d'après lui.

Quelle autre solution y a-t-il? Nous aurons le programme Canada au travail. Nous sommes pris dans un engrenage. Le programme Canada au travail n'arrivera jamais à compenser les investissements ni tous les emplois que ce programme ridicule nous fera perdre. Parlons d'une autre société, une société canadienne, mais c'est très bien ainsi. Les libéraux sont aussi ennemis des sociétés canadiennes. Voici l'article:

La Hudson's Bay fait des coupes sombres dans son budget. La Hudson's Bay Oil and Gas Ltd réduit son budget d'exploration au Canada pour 1981 de plus de 45 p. 100 en le ramenant de 378 à 203 millions.

De telles décisions auront des effets désastreux et des milliers d'emplois seront perdus. Pourquoi le gouvernement agit-il ainsi? Le ministre, qui est ici ce soir, a dit qu'il répondra à la fin. J'espère qu'il aura une surprise pour nous. J'ignore ce qu'il attend parce que plus il attend, pire ce sera. Ce n'est pas le moment d'essayer de mettre en œuvre des politiques socialistes ridicules ni de jouer au plus fin avec l'industrie canadienne. Il ferait bien d'oublier les multinationales et de penser aux sociétés canadiennes. Qu'il oublie toutes ces idées farfelues à propos des multinationales, on a vidé la question.

J'ai sous les yeux un article publié récemment dans le *Globe and Mail* et intitulé «L'exode des derricks vers le sud». En voici un passage:

Le président américain Ronald Reagan a fait ce que le gouvernement canadien n'a pas fait: il a aboli les derniers contrôles en vigueur sur les prix intérieurs du pétrole, mesure qu'avait déjà amorcée l'ancien président Carter.

«Les restrictions imposées aux prix ont empêché la production pétrolière américaine d'atteindre son plein rendement», de dire M. Reagan.

Notre production pétrolière ne peut rester en deça de son plein rendement. Nous ne pouvons rester à la merci des multinationales, comme les libéraux l'ont fait, monsieur le président. Peu importe les multinationales, c'est ici qu'il faut mettre en valeur nos ressources. Cessons de faire fuir les derricks vers le sud.

L'article ajoute:

Le ministre fédéral de l'Énergie, M. Marc Lalonde, s'est moqué de ceux qui prétendent qu'il y a un exode des capitaux et du matériel de l'industrie pétrolière du Canada vers les États-Unis en disant qu'il y a actuellement au Canada un nombre record d'installations de forage. Il aurait dû lire la lettre d'un foreur qui a paru récemment dans le *Globe and Mail*.

J'ai entendu le ministre dire l'autre jour qu'il y avaient encore beaucoup d'installations de forage ici. Mais il a oublié de dire que lorsque leurs contrats expireront, elles partiront vers le sud. Les compagnies ne resteront pas ici pour se faire harceler par le gouvernement.

L'article continue ainsi:

F. J. Garnett, président de la Garnett Drilling Ltd., de Calgary...

C'est une entreprise canadienne et non une multinationale ou une société appartenant à un magnat du pétrole.

... a expliqué la situation. La période de novembre à mars est normalement la période de forage la plus active dans l'industrie du pétrole et du gaz. Les foreurs remplissent les contrats des compagnies pétrolières qui ont été conclus avant qu'Ottawa annonce son programme énergétique national.

C'est là où la malhonnêteté du ministre transparait. Est-ce le genre de réponse qu'il a donnée à la Chambre? Certainement pas. Il a déclaré que tous les derricks restaient au Canada, mais il n'a pas dit que tous quitteraient le pays une fois leurs contrats exécutés.

Le vice-président adjoint: Je regrette d'interrompre le député, mais je lui signale que son temps de parole est écoulé.

M. Domm: Monsieur le président, je voudrais profiter des deux ou trois minutes qu'il nous reste ce soir pour répondre à certaines des affirmations faites par le député de Hamilton Mountain, même si celui-ci a quitté la Chambre, à ma grande déception. Pendant son discours, il a parlé d'un coiffeur de sa circonscription de Hamilton Mountain qui avait beaucoup de difficulté à payer les impôts sur un revenu de \$6,000. Je compatis à son problème, mais j'espère que les députés se rendent compte de la solution proposée par le député de Hamilton Mountain pour résoudre les problèmes d'un homme d'affaires de Hamilton qui a de la difficulté à joindre les deux bouts. La solution proposée par le député se résume à dire: «Ne pouvons-nous pas être raisonnables et nous adresser aux sociétés multinationales étrangères extrêmement riches pour l'argent dont nous avons besoin?» La seule réponse que je puis lui donner, et je parle en toute connaissance de cause puisqu'un de mes fils est propriétaire de plusieurs salons de coiffure, c'est que si nous avons un gouvernement qui se préoccupe sérieusement des problèmes des petits exploitants, il adopterait une politique susceptible de créer un climat qui permettrait à la libre entreprise de fonctionner plus efficacement sur le marché. La solution que je proposerais pour résoudre les problèmes des hommes d'affaires serait de rétablir une politique gouvernementale qui offrirait des encouragements aux exploitants et qui stimulerait la croissance du secteur commercial, ce qui permettrait au salon de coiffure dont le député de Hamilton Mountain a parlé de fonctionner de façon rentable et efficace dans la conjoncture actuelle. Nous sommes cependant dirigés par un gouvernement qui préfère orienter le Canada vers une forme quelconque de socialisme avec l'aide du NPD. En réalité, le socialisme est une forme de communisme. On peut résumer la doctrine socialiste en quelques mots: l'abolition de la propriété privée. L'autre soir, au réseau national de télévision, le président des États-Unis déclarait: «Qu'on l'appelle communisme, qu'on l'appelle socialisme, qu'on l'appelle ce qu'on voudra, cela revient à enlever aux particuliers leur droit à la propriété.»

● (2200)

Le mépris du droit de propriété, du régime de la libre entreprise qu'entretient le parti libéral, avec l'appui du Nouveau parti démocratique, est tel qu'il n'y a plus au Canada aujourd'hui d'encouragement à se lancer en affaires. Je vois que cela fait sourire des députés d'en face, mais c'est bien la situation qui existe, monsieur le président: par la faute du gouvernement libéral actuel, les Canadiens ne sont pas intéressés à rester en affaires et à fonctionner dans le régime de la libre entreprise.

(Rapport est fait de l'état de la question.)